

Compte rendu du déjeuner du CETF

Avec Françoise Grossetête, eurodéputée PPE, Vice-Présidente du Parlement européen

1^{er} Avril

Après presque 25 ans au Parlement européen, Françoise Grossetête a partagé avec les membres du CETF sa vision sur les forces européennes en présence à l'aube des élections européennes. L'occasion de débattre sur les enjeux politiques et stratégiques de ces élections uniques en leur genre.

Quelles perspectives pour ces élections européennes ?

Françoise Grossetête estime que **la France néglige les élections européennes** : faute d'engagement des médias et des partis politiques. Selon elle, ils sont encore trop peu nombreux à transmettre un message clair et pédagogique sur les questions européennes. Cette absence de communication entraîne la montée inexorable des eurosceptiques. Il ne fait plus de doutes qu'ils gagneront de nouveaux sièges au Parlement européen et que le RN deviendra le second parti français.

Dès lors, **le travail au sein du PE risque de radicalement changer**. En effet, les coalitions politiques classiques seront difficiles à mettre en place. Si le PPE, restera le Groupe majoritaire, il perdra des sièges (une quarantaine) et donc en influence. La même logique s'applique pour le S&D, mais avec une perte d'autant plus conséquente que le S&D perdra des nombreux députés britanniques au lendemain du Brexit. En effet, le PPE ne compte quasiment pas de britanniques, qui avaient fait scission en 2014 en créant l'ECR.

Autre question : la place du Groupe ALDE et sa refondation possible avec l'arrivée de LREM dans ses rangs. L'ALDE peut devenir un nouveau grand parti européen si Emmanuel Macron et Guy Verhofstadt arrivent à travailler ensemble dans les mois à venir.

On le voit, ce nouveau paysage politique européen, changera la donne dans les méthodes de travail et imposera aux groupes politiques de définir des visions claires et stratégiques qui seront féroce ment défendues par les Présidents de Groupes Politiques qui joueront des rôles de négociateurs pivots.

Autre enjeu, **l'influence française**. Le départ des britanniques, annonce le regain de sièges pour la France au sein de l'hémicycle. Or, force est de constater qu'en passant à de 14 à 79 députés français, le compte n'y est toujours pas puisque la France est sous représentée. Pour un véritable équilibre en fonction de la population, la France devrait être représentée avec 83 eurodéputés. Par ailleurs, pour renforcer la place de la France à Bruxelles, les prochains députés doivent absolument se positionner dans des Commissions parlementaires législatives de type : IMCO, ITRE, ENVI, ECON...

Sur ce point, la députée note qu'avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, la France a en effet gagné en visibilité et en influence sur la scène européenne. Or, malgré ce regain d'intérêt pour la France, **Bruxelles n'est plus habitué à voir l'hexagone porter ET défendre ses idées**. Les négociations sur la taxe GAFSA en sont un très bon exemple. Face aux réticences de certains, la France a réussi à définir une position claire, à défendre bec-et-ongles un projet et finalement à faire le choix d'être cavalier seul. Françoise Grossetête souhaite donc que la France maintienne cette nouvelle position de leadership dans les mois à venir. Pour y arriver Emmanuel Macron doit remporter un maximum de suffrages afin d'arriver à Bruxelles avec une confortable majorité et d'asseoir ainsi sa position au Conseil vis-à-vis d'autres Etats membres.

Quel avenir pour le PPE sans Orban ?

Pour François Grossetête, les négociations en cours sur l'affaire Orban arrivent trop tard et surtout au mauvais moment ! Cette problématique aurait dû être traitée il y a des mois avant les élections. D'autre part, la

méthodologie choisie par le PPE ne semble pas être non plus la pertinente, car très conciliante ! Le Communiqué de presse divulgué par le PPE ET le Fidesz en est la preuve puisque dedans y est annoncé que Victor Orban a bien, d'un commun accord avec le PPE, pris la décision de suspension.

Spitzenkandidat ou pas ?

Ce système ne devrait pas perdurer puisque le climat politique actuel et la réticence des Etats à avoir un Président de Commission issue du PE lui porte directement préjudice. C'est en effet, le Conseil de l'Union européenne qui a le véritable pouvoir de décision sur la prochaine présidence de la Commission européenne. *De facto*, les Etats voudront un président de la Commission faible.

Comment promouvoir et communiquer sur l'Europe et ses travaux ?

Pour Françoise Grossetête, cette campagne doit être l'opportunité de communiquer sur ce qu'est véritablement le projet européen et ses réalisations concrètes comme l'accès à la santé transfrontières, Erasmus, les fonds européens ...

Autre point stratégique à aborder : le fonctionnement du Parlement européen. Si la machine semble complexe, elle n'est pas pour autant rouillée et fonctionne. La preuve avec l'adoption de la directive Copyright, l'adoption chaque année des budgets ... L'UE ne devrait pas hésiter à faire davantage de comparaison avec d'autres pays ou la machine parlementaire ne fonctionne pas : les Etats-Unis et le blocus de ce début d'année en sont un des exemples parfaits !

Autre enjeu de communication : l'organisation du travail de la Commission et l'engagement des Etats sur la scène européenne. Le manque de transparence sur les activités du Conseil porte actuellement directement préjudice aux actions de la Commission et du Parlement, mais aussi à la machine européenne dans son ensemble. Pour résoudre une partie du problème, la députée propose que la France soit davantage transparente sur les positions qu'elle adopte au Conseil (création d'un site web, relai dans les médias, conférence de presse ...).
